

29/01/2021

Observatoire de l'endettement et des trésoreries des élevages bovins lait et viande : été 2020

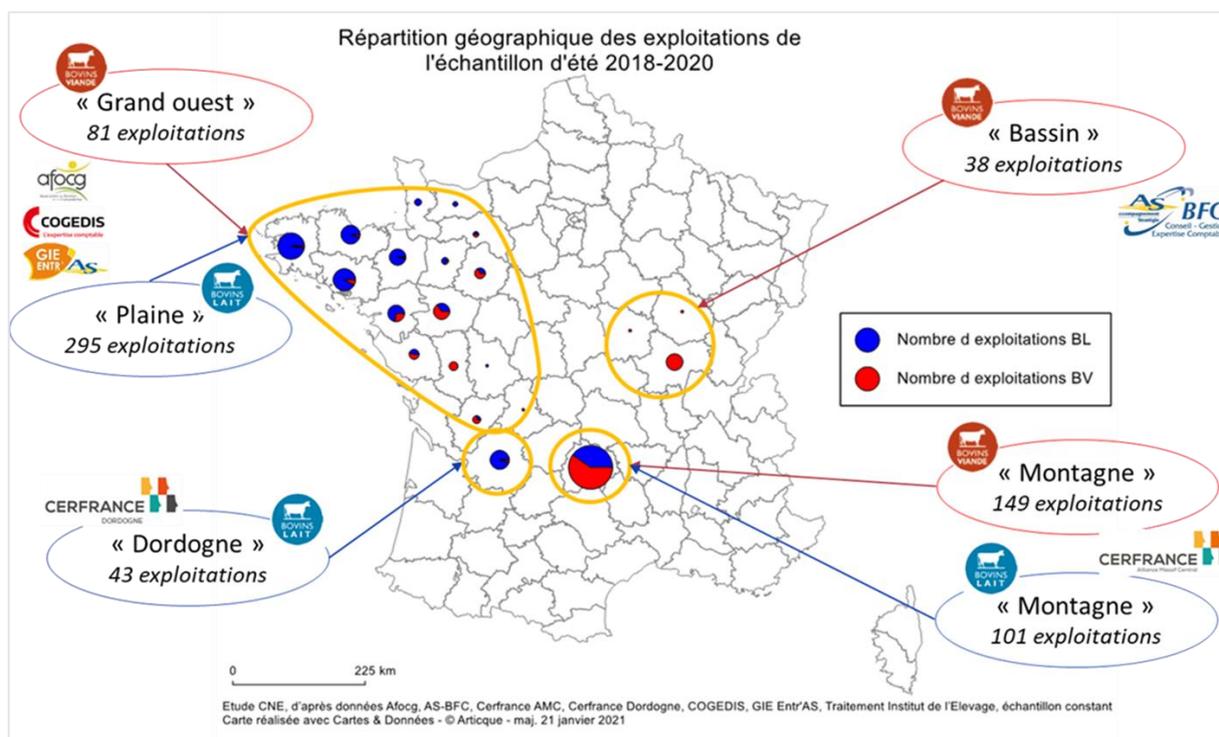
L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries, instauré en 2015, permet d'avoir un suivi régulier des résultats des exploitations bovines depuis 2013. Le suivi est réalisé annuellement sur la base de deux échantillons, représentant chacun une période de clôture : les clôtures dites « d'hiver » (octobre - décembre) et celles « d'été » (mars - juin).

Les élevages sont répartis sur 4 bassins : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne »), la Saône et Loire (en bovins viande, pour le bassin Charolais "historique") et la Dordogne (en bovins lait). Le suivi des exploitations est réalisé grâce aux partenariats durables, entretenus avec 6 centres comptables : AFOCG, AS BFC, Cerfrance Alliance Massif Central, Cerfrance Dordogne, COGEDIS et GIE Entr'AS.

707 comptabilités d'exploitations, bovins lait et bovins viande, constituent l'échantillon (constant) des **clôtures d'été, suivi entre 2018 et 2020**. Les résultats sont analysés, par zone géographique. Une répartition par groupes de niveau d'endettement est aussi réalisée.

Elle distingue :

- les exploitations **"peu endettées"** : annuités/EBE < 40% et dettes totales/actif < 40%
- celles endettées à long et moyen terme avec une trésorerie positive, **"ELMT"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale positive
- celles endettées à long et moyen terme et sans aucune trésorerie, **"TNGneg"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale négative.



SITUATION FINANCIERE STABLE POUR LES EXPLOITATIONS LAITIERES

Le prix du lait a connu une hausse jusqu'à l'été 2020 permettant, conjointement à une augmentation de la production, une amélioration du produit brut des exploitations laitières suivies.

Dans le même temps, malgré la hausse des charges (alimentaires notamment) dans les exploitations, l'EBE a également augmenté.

Les annuités sont stables dans le Grand-ouest et en Montagne, mais elles augmentent en Dordogne. Elles représentent en moyenne 75 à 85 € / 1000 l sur l'échantillon. Ainsi, le revenu disponible est en hausse de plus de 10% dans le Grand-ouest et en Montagne mais diminue (de 4%) en Dordogne. Il s'établit en moyenne (toutes zones) à environ 24 000 € annuels par UTH familiale. Ainsi, malgré des prélèvements privés stables (environ 23 000€ annuels par UTH familiale), il est impossible de dégager une marge de sécurité suffisante.

Les investissements poursuivent leur hausse dans le Grand-ouest, entièrement financés par les emprunts de long et moyen terme ; dans les 2 autres zones, ils s'érodent et sont financés avec une part d'autofinancement (de 10% à 20%).

Si la trésorerie nette globale s'améliore en moyenne, les dettes court-terme des exploitations laitières restent élevées. De plus, les inégalités sont importantes et la situation des exploitations du groupe "TNGneg", qui sont les plus en difficulté, s'aggrave. Ce groupe compte près du tiers des élevages suivis (toutes zones) et ceux-ci disposent de dettes court-terme près de 2 fois supérieures à la moyenne (toutes exploitations confondues). Leur trésorerie nette globale est d'ailleurs toujours très largement négative et continue de diminuer.

SITUATION FINANCIERE TOUJOURS MOROSE POUR LES EXPLOITATIONS ALLAITANTES

Le produit brut des exploitations allaitantes de l'échantillon connaît des évolutions différentes selon les régions. Il est en hausse dans le Grand-ouest, permettant, malgré une hausse des charges, une amélioration de l'EBE. Au contraire, il est en baisse dans le bassin allaitant avec des charges en légère hausse, ce qui se traduit par une diminution de l'EBE. En Montagne, les produits et charges restent stables, et par conséquent l'EBE suit la même évolution.

Dans le même temps, les annuités évoluent aussi de manière contrastée : elles sont en hausse dans le Grand-ouest et en Montagne, où le ratio annuités / EBE atteint 60% ; elles sont en baisse dans le Bassin Allaitant historique. En conséquence, le revenu disponible connaît une hausse dans le Grand-ouest, mais est stable dans le Bassin Allaitant et connaît une baisse marquée en Montagne. Quelle que soit la zone, le revenu disponible est insuffisant et s'établit à 15 600 € annuels par UTH familiale (en moyenne toutes zones) et ne couvre pas les prélèvements privés (18300 €/UTH).

Les investissements diminuent en Montagne et dans le Bassin Allaitant, mais sont en hausse dans la Grand-ouest. Ils sont encore presque exclusivement financés par des emprunts, mais le refinancement de trésorerie par des emprunts long et moyen termes s'annule.

Par ailleurs, on constate une érosion de la part des exploitations endettées à long et moyen terme et avec une trésorerie négative (groupe « TNG neg ») qui représente 26 % des élevages suivis, avec une proportion plus importante dans le Grand-ouest (41%, en baisse).

Leur situation financière reste sévère : leurs dettes court-terme sont plus de 2,4 fois supérieures à la moyenne (toutes exploitations) et augmentent encore. Comme pour tous les élevages, mais avec des effets encore plus sévères sans doute, l'accumulation des sécheresses de 2018 et 2019, et maintenant 2020, sur la zone Bourgogne - Massif-Central ne sera pas sans conséquences techniques, économiques et financières pour ces exploitations dans les mois et années à venir.